

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des
Collectivités Locales et
de l'Environnement

Bureau des Installations
Classées
MM

APC

ARRETE

n° ~~200725711~~ du ~~14~~ **SEP. 2007** modifiant l'arrêté préfectoral
n°200722210 du 10 août 2007 portant prescriptions complémentaires à la société SITA
Alsace pour sa carrière de marne et loess sise sur le territoire des communes de
RETZWILLER et WOLFERSDORF
aux lieux – dits " Espen, Traubacherweg, Grosse Allmend et Marterweg"
(autorisation de changement d'exploitant au lieu et place de la Sté Briqueterie de
Rouffach, codificatif des prescriptions, actualisation du parcellaire, actualisation du
montant des garanties financières de remise en état)
au titre du titre 1er du livre V du code de l'Environnement

LE PREFET DU HAUT RHIN
*Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

- VU** le code de l'Environnement, et notamment le titre 1^{er} du livre V,
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU** le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, et notamment son article 18,
- VU** le Code minier et ses textes d'application,
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU** l'arrêté ministériel du 10 février 1998 et du 9 février 2004 relatifs à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées
- VU** le Schéma Départemental des Carrières du Haut-Rhin, approuvé par arrêté préfectoral du 6 février 1998 mis à jour le 3 février 2003 ,
- VU** l'arrêté préfectoral n°1219 du 5 mai 2000 autorisant la SA STURM à exploiter et étendre une carrière de marne grises et jaunes et cailloutis et une station de transit des matériaux extraits sur la carrière, sur le territoire des communes de RETZWILLER et WOLFERSDORF, pour une superficie totale de 21,38 ha

VU l'arrêté préfectoral n°20394 du 13 février 2002 autorisant la Sté BRIQUETERIE DE ROUFFACH SAS à exploiter le site constitué par la carrière et la station de transit de matériaux, sur le territoire des communes de RETZWILLER et WOLFERSDORF, au lieu et place de la SA STURM,

VU l'arrêté préfectoral n°20837 du 27 mars 2002 portant prescriptions complémentaires à la Sté BRIQUETERIE DE ROUFFACH SAS (modification des conditions de remise en état),

VU l'arrêté préfectoral n° 2003-295-3 du 22 octobre 2003 : prescriptions complémentaires s'agissant des mesures techniques nécessaires à prendre pour assurer la stabilité des terrains de la carrière et notamment ceux du front Nord,

VU l'arrêté préfectoral n°2006-200-8 du 19 juillet 2006, portant prescriptions complémentaires à la Sté Briqueterie de Rouffach pour sa carrière de Retzwiller et Wolfersdorf (codificatif des prescriptions et prescriptions complémentaires suite à une demande de modification des conditions d'exploiter),

VU les procès-verbaux de récolement des
✓ 27 juillet 2000 (superficie de 1,808 ha),
✓ 30 janvier 2001 (superficie de 0,6723 ha),
✓ 28 mars 2002 (superficie de 1,2646 ha),
✓ 1^{er} octobre 2002 (superficie de 2,3766 ha),
✓ 23 octobre 2003 (superficie de 0,0954 ha),
✓ 28 avril 2004 (superficie de 0,3000 ha),
✓ 11 août 2004 (superficie de 0,7450 ha),
✓ 23 mars 2005 (superficie de 0,4357 ha),
✓ 14 février 2006 (superficie de 0,2728 ha),
✓ 7 septembre 2006 (superficie de 0,6009 ha),
concernant des cessations d'activité partielles de la carrière et leur remise en état pour une superficie globale de 8,5709 ha,

VU l'arrêté préfectoral n°200722210 du 10 août 2007 portant prescriptions complémentaires à la société SITA Alsace pour sa carrière de marne et loess sise sur le territoire des communes de Retzwiller et Wolfersdorf,

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 28 août 2007,

CONSIDERANT qu'une erreur s'est glissée dans la rédaction de l'article 30.2.2 de l'arrêté préfectoral n°200722210 du 10 août 2007,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRETE

Article 1^{er}

L'article 30.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2007-22210 du 10 août 2007 portant prescriptions complémentaires à la société SITA Alsace pour sa carrière de marne et loess sise sur le territoire des communes de RETZWILLER et WOLFERSDORF aux lieux – dits "Eспен, Traubacherweg, Grosse Allmend et Marterweg", est ainsi modifié :

1. lire :

« Dans un 2nd temps

a) soit, après réalisation des travaux de mise en sécurité, remise des terrains à la Sté SITAL, dont le siège social est 22 rue de Cherbourg - 67026 STRASBOURG, et dont elle pourra disposer dans le respect des prescriptions qui lui auront été notifiées.

Au cas où cette condition de remise en état ne pourrait être remplie, pour tous ou partie des terrains définis à l'article 30.2.3 du présent arrêté, **la Sté SITA Alsace** devrait déposer sans délai au préfet un dossier de modification des conditions d'exploitation comme prévu à l'article 20 du décret du 21 septembre 1977 modifié susvisé»,

2. au lieu de :

« Dans un 2nd temps

~~a) soit, après réalisation des travaux de mise en sécurité, remise des terrains à la Sté SITAL, dont le siège social est 22 rue de Cherbourg - 67026 STRASBOURG, et dont elle pourra disposer dans le respect des prescriptions qui lui auront été notifiées.~~

Au cas où cette condition de remise en état ne pourrait être remplie, pour tous ou partie des terrains définis à l'article 30.2.3 du présent arrêté, **la Sté Briqueterie de Rouffach** devrait déposer sans délai au préfet un dossier de modification des conditions d'exploitation comme prévu à l'article 20 du décret du 21 septembre 1977 modifié susvisé».

Le reste sans changement.

Article 2 – EXÉCUTION - AMPLIATION

Le Secrétaire général de la Préfecture du Haut -Rhin, les maires de Retzwiller et Wolfersdorf, l'inspection des installations classées de la DRIRE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société SITA Alsace.

Le préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Patrick PINCET

Délai et voie de recours (article L 514-6 du Code de l'Environnement)

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au représentant de l'état dans le département.

